

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/13292]

30 AOUT 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, ses articles 1^{er}, § 5, 4, 7 et 8, tels que modifiés par le décret du 8 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études donné le 19 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2017;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 27 juin 2017 ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 8 juin 2017 organisée conformément à l'article 33 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur;

Vu le « test genre » du 24 août 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n^o 61.876/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er} les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 3, les mots « des personnes qui poursuivent des études supérieures de plein exercice. » sont remplacés par les mots « du candidat à l'allocation d'études, des revenus des frères et sœurs ou assimilés du candidat, des pairs-aidants et des revenus des colocataires et/ou propriétaires d'immeuble donnés en location au candidat. Par assimilés aux frères et sœurs du candidat, on entend les demi-frères et demi-sœurs ainsi que les enfants du cohabitant légal ou de fait du parent du candidat qui figurent sur sa composition de ménage.

Lorsque le candidat dispose du statut de chef de ménage ou de cohabitant, ses revenus propres sont pris en compte. » ;

b) à l'alinéa 4, le 2^o est remplacé par ce qui suit : « 2^o les allocations et les revenus de remplacement perçus par les membres repris sur la composition de ménage »;

c) à l'alinéa 4, le 3^o est abrogé;

d) à l'alinéa 4, le 4^o est modifié en 3^o;

e) le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit : « Lorsque, pour le calcul du montant de l'allocation tel que prévu aux articles 2 et 4 du présent arrêté, en application de l'alinéa précédent, le nombre de personnes à charge correspond à un nombre avec décimale, il est arrondi à l'unité supérieure.

Lorsque les revenus imposables distinctement sont constitués en tout ou en partie d'une indemnité de licenciement qui a été perçue sans que le membre concerné n'ait repris d'activités professionnelles à la suite de ce licenciement et jusqu'à la date de la demande, il n'est pas tenu compte du montant de l'indemnité perçue dans le cadre de la globalisation des ressources visées à l'alinéa 1^{er}. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 3, lorsque le candidat déclare sur l'honneur pouvoir seul à son entretien, c'est-à-dire au moyen de ses seules propres ressources, l'ensemble de ses ressources est limité à ses revenus propres, s'il a disposé ou dispose de revenus professionnels et/ou de remplacement pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande.

Il faut entendre par revenus professionnels et/ou de remplacement le montant des revenus professionnels, après déduction des dépenses ou charges professionnelles, des pertes professionnelles, des dépenses et abattements visés par le Code des impôts sur les revenus.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence. Si le minimum imposable de la dernière année de référence n'est pas déterminé au moment du traitement du dossier, le minimum imposable de l'année civile précédant l'année de la demande est seul pris en considération.

Si le montant des ressources de l'étudiant pourvoyant seul à son entretien est compris entre les montants renseignés à l'article 4, § 3, et la moitié de ce montant, il lui est accordé une allocation telle que prévue par l'article 4, § 3.

Lorsque l'ensemble des ressources du candidat qui pourvoit seul à son entretien est inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 4, § 3, le candidat est informé par l'administration que son dossier est transféré à la Commission d'examen visée à l'article 4*bis*. L'administration l'invite à solliciter des aides sociales auprès de son établissement d'enseignement ou des services publics adéquats et à vérifier les revenus déclarés lors de sa demande d'allocation d'études. » ;

3° l'article 1^{er} est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. L'époux(se) ou le (la) cohabitant(e) légal(e) ou de fait peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté ou que la cohabitation légale ait été déclarée avant le 1^{er} novembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

L'ensemble des ressources de référence peut être limité à ses revenus propres, s'il (elle) a disposé ou dispose de revenus professionnels et/ou de remplacement pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence. Si le minimum imposable de la dernière année de référence n'est pas déterminé au moment du traitement du dossier, le minimum imposable de l'année civile précédant l'année de la demande est seul pris en considération.

§ 4. Toute allocation d'études indûment payée donnera lieu à recouvrement conformément aux articles 10 à 13 du décret coordonné le 7 novembre 1983. ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, 1^{er} tiret, les mots « pour l'année de référence des revenus pris en compte » sont insérés entre les mots « le montant minimum imposable prévu à l'impôt des personnes physiques » et les mots « , lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien » ;

2° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Lorsque l'ensemble des ressources est inférieur à la moitié des montants fixés au § 3, le candidat est informé par l'administration que son dossier est transféré à la Commission d'examen visée à l'article 4*bis*. L'administration l'invite à solliciter des aides sociales auprès de son établissement d'enseignement ou des services publics adéquats et à vérifier les revenus déclarés lors de sa demande d'allocation d'études. ».

Art. 3. Il est inséré un article 4*bis* rédigé comme suit :

« Article 4*bis*. Il est créé au sein de la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes une Commission d'examen chargée du suivi des candidats visés au dernier alinéa de l'article 1^{er}, § 2, ou de l'article 4, § 4, ci-après dénommée Commission. Cette Commission, dont les membres sont désignés par le Gouvernement, est composée de deux membres de la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes, deux membres de la Commission de la Vie étudiante, Démocratisation et Affaires sociales de l'ARES et de deux représentants des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire. Chaque membre dispose d'un suppléant. La Commission ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. La commission peut inviter des experts en vue de l'assister dans ses travaux. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement. Le secrétariat de cette Commission est assuré par la Direction des Allocations et Prêts d'Etudes dans le respect des prescrits légaux.

Préalablement à l'examen du droit à l'allocation, lorsque l'étudiant dispose de revenus inférieurs à la moitié des montants fixés à l'article 4, § 3, l'administration transfère le dossier du candidat à la Commission.

Dans un délai de nonante jours à dater de l'information du transfert du dossier du candidat, la Commission assure un examen approfondi et vérifie avec le candidat qu'il ne peut promériter ou mentionner d'autres revenus ou allocations tels que visés à l'article 1^{er}.

Au terme de ce délai, si l'ensemble des ressources reste inférieur à la moitié des montants fixés à l'article 4, § 3, la Commission émet un avis conforme relatif à la demande d'allocation d'études du candidat. Cet avis peut être positif ou négatif. Le dossier complet du candidat est transmis par la Commission à l'administration pour exécution. Si la Commission ne rend pas d'avis conforme dans ce délai, l'avis est réputé positif.

Le candidat est informé par l'administration de l'avis de la Commission. ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les mots « Pour le calcul des allocations d'études supérieures » sont remplacés par les mots « Pour le calcul des montants plafonds fixés à l'article 2 et le calcul des montants planchers fixés à l'article 4 § 3 en vue de l'application du calcul des allocations d'études supérieures tel que prévu à l'article 4 ».

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, les mots « de l'article 9 » sont remplacés par les mots « de l'article 1^{er}, § 2 ».

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 10 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Si l'un des éléments suivants se produit entre le début de l'année civile qui précède l'année scolaire ou académique envisagée et le 1^{er} mars de cette année scolaire ou académique, par dérogation aux dispositions de l'article 8 et pour autant que ces situations concernent un membre de la composition de ménage du candidat telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, dont les revenus sont pris en compte, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat et en vue de lui accorder une allocation forfaitaire visée à l'article 11, des éléments suivants :

1°) Lorsque le revenu est modifié par suite de la séparation de corps ou du divorce - à condition que ce dernier ne soit pas précédé d'une séparation fiscale - de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t ou de son (sa) cohabitant(e), et dès lors que ces situations sont officialisées par un acte juridique;

2°) Lorsque le revenu est modifié par suite de séparation de fait avec résidences séparées ou de cessation de cohabitation légale de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t;

3°) Lorsque le revenu est modifié par suite du décès de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t;

4°) Lorsque le revenu est modifié par suite de la mise à la pension ou de la prépension de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(en)t;

5°) Lorsque le revenu est modifié à la suite de la perte de l'emploi principal exercé pendant au moins une année civile au 1^{er} janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée sans qu'aucune indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite;

6°) Lorsque le revenu est modifié à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée ou encore lorsque le revenu est modifié pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité soit pour cause de maladie, soit pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, l'ensemble des ressources de l'année civile même de la demande servira de référence pour la fixation de l'allocation ;

7°) Lorsque l'un des membres de la composition de ménage dont les ressources sont prises en compte fait l'objet d'une médiation de dettes ou d'un règlement collectifs de dette ;

8°) Lorsque le revenu est modifié à la suite d'une vente ou d'un héritage d'un bien immobilier tels que visés à l'article 5, dès lors que cette situation s'est produite l'année avant l'année civile de référence pour les revenus pris en compte »;

b) un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque la composition de ménage prise en compte à la date du 1^{er} juillet de l'année scolaire ou académique a été modifiée entre cette date et la demande d'allocations d'études, il peut également en être tenu compte en vue de l'octroi d'une allocation forfaitaire visée à l'article 11. » ;

c) l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, est remplacé par les mots : « Toutefois, en cas de maladie ou de chômage, il ne peut être tenu compte de cette disposition qu'à la condition qu'un membre de la composition de ménage du candidat telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2 dont les revenus sont pris en compte connaisse une période de chômage ou de maladie de 40 jours consécutifs ou de 90 jours »;

d) l'alinéa 4 devenu 5 est abrogé ;

e) l'article 10 est complété par les alinéas suivants rédigés comme suit :

« Pour toutes les situations visées par le présent article, l'administration analyse la demande sur base des revenus mentionnés pour les années de référence visées à l'article 8 ainsi que sur base des revenus modifiés à la suite de la situation visée. Elle prend en compte la situation la plus favorable au candidat.

Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation forfaitaire telle que visée au présent article n'est octroyée lorsque l'ensemble des ressources du ménage pour l'année civile visée à l'article 8 du présent arrêté sont supérieurs à 150 p.c. du plafond admissible fixé à l'article 2. ».

Art. 8. A l'article 11, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, à l'alinéa 2 du même arrêté, les mots « En outre, lorsque le revenu est constitué du revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 15 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée, il est attribué un montant forfaitaire » sont remplacés par les mots « En outre, lorsque l'étudiant déclare pourvoir seul à son entretien et que son revenu est constitué du seul revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou taux cohabitant ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 15 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée ou lorsque l'ensemble des ressources du ménage est constitué du seul revenu d'intégration sociale, au taux isolé ou chef de ménage ou aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'aide sociale au plus tard au 15 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée, il est attribué un montant forfaitaire » ;

2° le § 2 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Si le candidat dispose du statut de chef de ménage et d'une obligation d'activités professionnelles ponctuelles par le CPAS dans le cadre d'un contrat d'insertion, les revenus issus de cette activité ne sont pas pris en compte. » ;

3° le § 3 est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} juillet 2016.

Art. 10. Le Ministre ayant les allocations d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 30 août 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/13292]

30 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op de artikelen 1, § 5, 4, 7 en 8, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogensgrens van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen, gegeven op 19 juni 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 maart 2017;

Gelet op het advies van de “Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs”, gegeven op 27 juni 2017;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau van 8 juni 2017 georganiseerd overeenkomstig artikel 33 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op de “gendertest” van 24 augustus 2017 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 61.876/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2016 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het derde lid worden de woorden “van personen die studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan volgen.” vervangen door de woorden “van de kandidaat voor een studietoelage, de inkomsten van de broers en zussen of daarmee gelijkgestelden van de kandidaat, van peer helpers en de inkomsten van de medehuurlers en/eigenaars van onroerende goederen die verhuurd worden aan de kandidaat. Onder gelijkgestelden van de broers en zussen van de kandidaat wordt verstaan de halfbroers en halfzussen alsook de kinderen van de wettelijke of feitelijke samenwonend(e) van de bloedverwant(e) van de kandidaat die op het attest van gezinssamenstelling opgenomen worden.

Wanneer de kandidaat over het statuut van gezinshoofd of van samenwonend(e) beschikt, worden zijn eigen inkomsten in aanmerking genomen.”;

in het vierde lid, wordt het punt 2° vervangen als volgt: “2° de toelagen en de vervangingsinkomsten ontvangen door de leden opgenomen op het attest van gezinssamenstelling”;

in het vierde lid wordt 3° opgeheven;

in het vierde lid wordt 4° in 3° gewijzigd;

e) § 1 wordt aangevuld als volgt: “Wanneer, voor de berekening van het bedrag van de toelage, zoals voorzien in de artikelen 2 en 4 van dit besluit, overeenkomstig het vorige lid, het aantal personen ten laste met het aantal met decimaal overeenstemt, wordt het afgerond naar de hogere eenheid.

Wanneer de afzonderlijk belastbare inkomsten samengesteld zijn uit een geheel of een gedeelte van de ontslagvergoeding die geïnd wordt zonder dat het betrokken lid beroepsactiviteiten hervat heeft ten gevolge van dat ontslag en tot de datum van de aanvraag, wordt geen rekening gehouden met het bedrag van de vergoeding die ontvangen wordt in het kader van de globalisatie van de inkomsten bedoeld in het eerste lid.”;

2° § 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. In afwijking van § 1, derde lid, wanneer de kandidaat op zijn/haar erewoord verklaart dat hij/zij alleen voor zijn/haar onderhoud instaat, dit wil zeggen met zijn/haar eigen middelen, wordt het geheel van zijn/haar inkomsten beperkt tot zijn/haar eigen inkomsten, indien de kandidaat over beroepsinkomsten en/of vervangingsinkomsten beschikt heeft of beschikt tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag alsook tijdens het kalenderjaar van dezelfde aanvraag.

Onder beroepsinkomsten en/of vervangingsinkomsten wordt verstaan het bedrag van de beroepsinkomsten, na aftrek van de beroepsuitgaven of -lasten, de beroepsverliezen, de uitgaven en aftrekken bedoeld in het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomsten mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentiejaar. Indien het belastbare minimum van het laatste referentiejaar niet bepaald wordt bij de behandeling van het dossier, wordt enkel het belastbare minimum van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag in aanmerking genomen.

Indien het bedrag van de inkomsten van de student die alleen voor zijn onderhoud instaat, tussen de bedragen vermeld in artikel 4, § 3 en de helft van dat bedrag schommelt, wordt hem/haar een toelage toegekend, zoals voorzien in artikel 4, § 3.

Indien het geheel van de inkomsten van de kandidaat die alleen voor zijn/haar onderhoud instaat, lager ligt dan de helft van de bedragen bepaald in artikel 4, § 3, wordt de kandidaat ingelicht door de administratie dat zijn/haar dossier naar de onderzoekscommissie bedoeld in artikel 4bis overgebracht wordt. De administratie verzoekt hem om sociale hulp te vragen bij zijn onderwijsinstelling of bij de geschikte overheidsdiensten en om de inkomsten na te kijken die bij zijn/haar aanvraag om studietoelagen verklaard worden.”;

3° artikel 1 wordt aangevuld met de §§ 3 en 4, luidend als volgt:

“§ 3. De echtgenoot/echtgenote of de wettelijke of feitelijke samenwonend(e) kan beschouwd worden als de persoon die voor het onderhoud van de kandidaat instaat voor zover het huwelijk of de wettelijke samenwoning vóór 1 november van het in aanmerking genomen school- of academiejaar werd aangegeven.

Het geheel van de referentie-inkomsten kan tot zijn/haar eigen beperkt worden indien hij/zij over bedrijfsinkomsten en/of vervangingsinkomsten beschikt heeft of beschikt tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag, alsook tijdens het kalenderjaar van de aanvraag.

Het gemiddelde van de aldus ontvangen inkomsten mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima, bepaald bij de personenbelasting, met betrekking tot de twee referentie jaren. Indien het belastbare minimum van het laatste referentiejaar niet bepaald wordt bij de behandeling van het dossier wordt enkel het belastbare minimum van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag in aanmerking genomen.

§ 4. Elke studietoelage die ten onrechte betaald wordt, zal aanleiding geven tot een terugvordering overeenkomstig de artikelen 10 tot 13 van het gecoördineerde decreet van 7 november 1983.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, eerste streepje, worden de woorden “voor het referentiejaar van de in aanmerking genomen inkomsten” ingevoegd tussen de woorden “het belastbaar minimumbedrag bepaald bij de personenbelasting” en de woorden “, indien de kandidaat alleen voor zijn/haar onderhoud instaat”;

2° § 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. Indien het geheel van de inkomsten lager ligt dan de helft van de bedragen bepaald in § 3, wordt de kandidaat ingelicht door de administratie dat zijn/haar dossier naar de onderzoekscommissie bedoeld in artikel 4bis overgebracht wordt. De administratie verzoekt hem om sociale hulp te vragen bij zijn onderwijsinstelling of bij de geschikte overheidsdiensten en om de inkomsten na te kijken die bij zijn aanvraag om studietoelagen verklaard worden.”.

Art. 3. “Artikel 4bis. Er wordt binnen de Directie Studietoelagen en -leningen een Onderzoekscommissie opgericht, die belast is met de opvolging van de kandidaten bedoeld in het laatste lid van artikel 1, § 2 of van artikel 4, § 4, hierna de Commissie genoemd. Deze Commissie, waarvan de leden aangesteld worden door de Regering, is samengesteld uit twee leden van de Directie Studietoelagen en -leningen, twee leden van de Commissie voor studentenleven, democratisering en sociale zaken van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs en twee vertegenwoordigers van de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau. Elk lid heeft een plaatsvervanger. De Commissie beslist en beraadslaagt slechts geldig als ten minste de helft van haar leden aanwezig is. De Commissie kan deskundigen uitnodigen om haar bij te staan in haar werkzaamheden. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring van de Regering voor. Het secretariaat van deze Commissie wordt waargenomen door de Directie Studietoelagen en -leningen met inachtneming van de wettelijke voorschriften.

Alvorens het recht op de toelage te onderzoeken, wanneer de student over inkomsten beschikt die lager zijn dan de helft van de bedragen bedoeld bij artikel 4, § 3, zendt het bestuur het dossier van de kandidaat aan de Commissie.

Binnen een termijn van negentig dagen vanaf het berichten van de verzending van het dossier van de kandidaat, zorgt de Commissie voor een diepgaand onderzoek en gaat ze met de kandidaat na of hij niet over andere inkomsten of toelagen geniet, of of hij andere inkomsten of toelagen zoals bedoeld bij artikel 1 kan vermelden.

Op het einde van deze termijn, indien het geheel van zijn inkomsten lager blijft dan de helft van de bedragen bedoeld bij artikel 4, § 3, brengt de Commissie een eensluidend advies betreffende de aanvraag om studietoelage van de kandidaat. Dit advies kan ofwel positief ofwel negatief zijn. Het volledige dossier van de kandidaat wordt door de Commissie aan het bestuur om uitvoering overgezonden. Indien de Commissie geen eensluidend advies binnen deze termijn uitbrengt, wordt het advies als positief geacht.

De kandidaat wordt van het advies van de Commissie door het bestuur op de hoogte gesteld.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de woorden “Voor de berekening van de studietoelagen voor het hoger onderwijs” vervangen door de woorden “Voor de berekening van de maximumbedragen bedoeld bij artikel 2 en de berekening van de minimumbedragen bedoeld bij artikel 4 § 3 met als doel de toepassing van de berekening van de studietoelagen voor het hoger onderwijs zoals bedoeld bij artikel 4”.

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden “van artikel 9” vervangen door de woorden “van artikel 1, § 2”.

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Indien één van de volgende elementen zich voordoet tussen het begin van het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het in aanmerking genomen schooljaar of academiejaar en de eerste maart van dat schooljaar of academiejaar, in afwijking van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit en voor zover deze toestanden betrekking hebben op een lid van de samenstelling van het gezin zoals bedoeld bij artikel 1, § 1, tweede lid, kan, in het belang van de kandidaat en met het oog op de toekenning van een forfaitaire toelage bedoeld bij artikel 11, rekening worden gehouden met de volgende elementen:

1° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van een scheiding van tafel en bed of van een echtscheiding - op voorwaarde dat deze echtscheiding niet voorafgegaan werd door een fiscale scheiding - van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat is (zijn) belast of erin voorziet (voorzien) of van zijn samenwonend(e), en deze toestanden bijgevolg officieel bekend gemaakt worden in een juridische akte;

2° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van een feitelijke scheiding met aparte verblijfplaatsen of een onderbreking van wettelijke samenwoning van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat is (zijn) belast of erin voorziet (voorzien);

3° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van het overlijden van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of erin voorziet (voorzien);

4° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van de oppensioenstelling of de brugpensionering van de persoon (personen) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of erin voorziet (voorzien);

5° wanneer het inkomen verminderd wordt als gevolg van het verlies van de hoofdbetrekking uitgeoefend tijdens ten minste één kalenderjaar op 1 januari voorafgaand aan het in aanmerking genomen school- of academiejaar zonder dat geen enkele uitkering toegekend werd of ingevolge het ophouden van elke winstgevende activiteit met inbegrip van het faillissement;

6° wanneer het inkomen verminderd wordt ingevolge een periode van werkloosheid of van ziekte tijdens welke een werkloosheidsuitkering of een door de ziekteverzekering verleende uitkering werd toegekend of wanneer het inkomen verminderd wordt voor de ambtenaren van de overheidsdiensten ingevolge een terbeschikkingstelling ofwel wegens ziekte ofwel wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan de pensionering, dient het inkomen van het kalenderjaar van de aanvraag als referentie voor de definitieve vaststelling van de toelage;

7° wanneer één van de leden van de samenstelling van het gezin waarvan het inkomen in aanmerking wordt genomen het voorwerp uitmaakt van een schuldbemiddeling of een collectieve schuldenregeling;

8° wanneer het inkomen gewijzigd wordt ten gevolge van een verkoop of de erfenis van een onroerend goed zoals bedoeld bij artikel 5, indien deze toestand tijdens het jaar voorafgaand aan het burgerlijk referentiejaar voor het in aanmerking genomen inkomen, zich heeft voorgedaan”;

b) tussen lid één en twee wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer de samenstelling van het gezin die in aanmerking werd genomen op 1 juli van het schooljaar of academiejaar gewijzigd werd tussen deze datum en de aanvraag om studietoelagen, kan er tevens mee rekening gehouden worden voor de toekenning van een forfaitaire toelage bedoeld bij artikel 11.”;

c) het derde lid, dat het vierde lid wordt, wordt door de volgende woorden vervangen:

“In geval van ziekte of werkloosheid kan echter met die bepaling alleen rekening gehouden worden wanneer één lid van de samenstelling van het gezin van de kandidaat zoals bedoeld bij artikel 1, § 1, tweede lid waarvan het inkomen in aanmerking wordt genomen, een periode ziekte of werkloosheid 40 opeenvolgende dagen of 90 dagen kent”;

d) artikel 4, dat artikel 5 is geworden, wordt opgeheven;

e) artikel 10 wordt met de volgende leden aangevuld:

“Voor alle toestanden bedoeld bij dit artikel, onderzoekt het bestuur de aanvraag op basis van het inkomen vermeld voor de referentiejaar bedoeld bij artikel 8 alsook op basis van het inkomen gewijzigd als gevolg van de bedoelde toestand. Het bestuur neemt de gunstigste toestand voor de kandidaat in aanmerking.

Behoudens geval van overlijden, echtscheiding of scheiding, wordt geen forfaitaire toelage zoals bedoeld bij dit besluit toegekend wanneer het geheel van de inkomsten van het gezin voor het burgerlijk jaar bedoeld bij artikel 8 van dit besluit hoger is dan 150% van het maximumbedrag dat toelaatbaar wordt verklaard zoals bepaald bij artikel 2.”

Art. 8. In artikel 11 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 2, in het tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “Wanneer het inkomen uit een leefloon bestaat, tegen het tarief van alleenstaande of gezinshoofd of sociale hulp gelijk aan het leefloon toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk op 15 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar, wordt een forfaitair bedrag toegekend” vervangen door de woorden “Daarenboven, wanneer de student verklaart zelf voor zijn eigen onderhoud te kunnen zorgen en dat zijn inkomen uit een leefloon bestaat, tegen het tarief van alleenstaande of gezinshoofd of samenwonend(e) of sociale hulp gelijk aan het leefloon toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk op 15 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar of wanneer het geheel van de inkomsten van het gezin uit een leefloon bestaat, tegen het tarief van alleenstaande of gezinshoofd of samenwonend(e) of sociale hulp gelijk aan het leefloon toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uiterlijk op 15 oktober van het in aanmerking genomen school- of academiejaar, wordt een forfaitair bedrag toegekend”;

2° § 2 wordt met een tweede lid aangevuld, luidend als volgt: “Als de kandidaat over het statuut van gezinshoofd beschikt en een verplichting heeft van eenmalige beroepsactiviteiten vanwege het OCMW in het kader van een inschakelingovereenkomst, wordt dit inkomen niet in acht genomen.”;

3° § 3 wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2016.

Art. 10. De Minister bevoegd voor studietoelagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 augustus 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT